

Marche Sortons du nucléaire

Cette année, "Sortons du nucléaire" met sur pied une marche le dimanche 11 mars de Gümmenen (BE) jusqu'au lieu de la manifestation près de la centrale nucléaire de Mühleberg. L'itinéraire s'étend sur 6,5 km en dénivellation modérée à l'aller, et 7,5 km presque entièrement à plat au retour. Il y aura aussi un service de navette au départ de Berne. Ce service sera également disponible pour le trajet de retour à destination de Berne. Rens: www.sortonsdunucleaire.ch

Billets de train à tarif réduit sur inscription avant le 5 mars ! pour bénéficié du billet collectif à prix réduit. 50.- au départ de GE et VS; 40.- au départ de Vaud; 30.- au départ des Cantons de Fribourg et Neuchâtel. Forfait à 20.- pour étudiants et autres personnes à faibles revenus. Renvoyer le coupon rempli ou inscription via e-mail. Voir ci-contre.

Gares et heures de départ:

Train GE, VD1, NE : Genève (08h14), Nyon (08h27), Morges (08h41), Yverdon (09h04), Neuchâtel (09h33), Chiètres (10h03), arrivée à Gümmenen à 10h04

Train VS, VD2, FR : Sion (07h37), Martigny (07h51), Aigle (08h08), Montreux (08h19), Vevey (08h26) Changement de train Lausanne:

Lausanne (08h45), Palézieux (09h01), Romont (09h16), Fribourg (09h34), Berne (10h08), arrivée à Gümmenen à 10h23

Ventes de pommes: Bilan

Pour la 5e année, nous avons organisé des ventes de pommes au bénéfice de Belrad, l'association biélorusse active auprès des enfants vivant en zone contaminée par Tchernobyl. Les ventes à Genève, Nyon, Lausanne, Chavornay, Monthey et Neuchâtel ont permis de récolter 3'250 fr de dons. La somme a été entièrement versée Belrad. Merci à tous les vendeurs bénévoles !

INVITATION

Assemblée générale de Sortir du nucléaire

mardi 20 mars 2012

Hôtel Alpha Palmiers, Petit-Chêne 34, Lausanne

Programme :

19h30 Assemblée générale (Ordre du jour plus bas)

20h30

Vision d'une politique pour un monde complètement renouvelable

Conférence de M. Michael Kaufmann

Directeur de SuisseEnergie (2004-2011)

21h00 Discussion avec la salle

21h15 Verrée de l'amitié (offerte)

Ordre du jour :

Rapport du président ; comptes 2011 - budget 2012 - élections statutaires - divers

S'inscrire d'ici au 15 mars (coupon ci-contre) ou: anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch ou au 076 517 00 20.

Plan d'accès:

www.fassbindhotels.com/map.292.html

CITATION

Toute classe dirigeante qui ne peut durer qu'à la condition de ne pas changer, qui n'est capable ni de s'adapter au cours des événements ni d'employer la force fraîche des générations montantes, est condamnée à disparaître de l'histoire.

Léon Blum

A vos agendas !

Marche Sortons du nucléaire

dimanche 11 mars à Gümmenen (BE)

Rens. ci-contre

www.sortonsdunucleaire.ch

Festival du film vert

9 au 18 mars, localités de Suisse romande

Avec interventions de membres du comité

www.festivaldufilmvert.ch

Habitat-Jardin

10 au 18 mars, Beaulieu, Lausanne

www.habitat-jardin.ch

Assemblée générale de Sortir du nucléaire

mardi 20 mars, 19H30, Hôtel Alpha Palmiers, Lausanne

Rens ci-contre

www.sortirdunucleaire.ch

ecoHome, Le Salon romand de l'habitation durable et de l'efficacité énergétique

19 au 22 avril, Forum Fribourg

www.ecohome-fribourg.ch

Forum scientifique et citoyen sur la radioprotection de Tchernobyl à Fukushima

12 mai, Conseil oecuménique des églises et

Maison des associations, Genève

<http://independentwho.org/fr/nos-actions/>

La vigie devant l'OMS à Genève a besoin de nouveaux participants

Pourquoi pas vous ? Inscriptions: paul.roullaud@free.fr

Renseignements: www.independentwho.org

INSCRIPTION

Assemblée générale 20 mars voir programme ci-contre

Nombre de personnes :

Prénom, nom, localité, tél ou mail):

A renvoyer d'ici au 15 mars à

Sortir du nucléaire - CP 1378 - 1001 Lausanne

ou mailer à anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch

INSCRIPTION

Marche du dim 11 mars "Sortons du nucléaire"

A renvoyer au plus vite, mais avant le 5 mars !

Gare de départ, voir liste ci-contre :

Participant(s) + de 16 ans sans abo 1/2 tarif:,

Participant(s) + de 16 ans avec abo 1/2 tarif:,

Enfant(s) avec Carte famille:

Participant(s) avec AG:

Je m'engage à payer le prix du billet, donné dans le train.

Sauf avis contraire des CFF, wagon en queue de train

Adresse complète (Prénom, nom, rue, NPA localité, tél,

mail):

Envoyer à: Sortir du nucléaire - CP 1378 - 1001 Lausanne

ou mailer à anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch

Sortir du nucléaire!



sortir du nucléaire

N°90 / FEVRIER 2012 / JOURNAL D'INFORMATION

EDITORIAL

On se sent moins seul

Depuis la catastrophe de Fukushima survenue il y a bientôt un an, j'ai vu de nombreux collègues des chambres fédérales se rallier aux positions antinucléaires. J'en suis témoin, la perte de confiance envers le nucléaire ne s'observe pas seulement en lisant le courrier des lecteurs ou par la récente affluence massive lors de manifestations antinucléaires. De nombreux élus ont accompli une chose difficile, étant donné leur position si exposée : ils ont changé d'avis. Pour autant que ce changement ne soit pas de circonstance, nous devrions pouvoir compter sur des majorités parlementaires en faveur de mesures concrètes mettant la Suisse sur la voie de la sobriété énergétique et du 100% renouvelable. Car le défi est important, c'est toute la société qui doit sans attendre adopter une économie écologique, faute de quoi nous dépendrons massivement des centrales à gaz et des importations de courant sale. Ces prochains mois les chambres fédérales devront se prononcer sur des programmes libérant la Suisse du nucléaire. Nous saurons alors si le monde de la politique s'est durablement affranchi du mythe nucléaire. Pour ma part je suis confiant et je compte sur le mouvement antinucléaire pour maintenir la pression.

Luc Recordon,
Jouxten-Mézery (VD)
Conseiller aux Etats et
Ingénieur physicien EPFL

Marchons sur Mühleberg dimanche 11 mars !

Le 11 mars, un an après l'accident nucléaire de Fukushima, Sortir du Nucléaire vous invite à marcher sur Mühleberg pour demander son arrêt immédiat.

L'accident de Fukushima nous a rappelé qu'une installation aussi complexe qu'une centrale nucléaire est sensible aux catastrophes naturelles. En Suisse, une crue majeure de l'Aar ou la rupture du barrage en amont de la centrale pourrait déplacer de telles quantités de galets que les amenées

des FMB BKW, propriétaire de Mühleberg, il doit assumer ses responsabilités et arrêter cette centrale. A défaut, le Conseil fédéral, constatant que la protection de l'homme et de l'environnement n'est plus assurée, doit, conformément à la loi, retirer l'autorisation d'exploiter et en ordonner l'arrêt.



d'eau de refroidissement seraient obstruées. D'où surchauffe et comme à Fukushima (centrale du même type que Mühleberg !), risque d'accident majeur. Mais cette raison n'est pas la seule pour l'arrêter au plus vite. La progression des fissures dans le manteau du coeur de la centrale n'a pu être stoppée par la pose d'agrafes; les conduites permettant le refroidissement en cas d'urgence par aspersion sont fissurées; la cuve de pression du réacteur présente des inhomogénéités; le tuyau de vidange principal est rouillé et fissuré; les différentes installations de sécurité ne sont pas physiquement séparées; la structure est vulnérable en cas de fort tremblement de terre ou d'attaque terroriste...

Le Canton de Berne détient 52,54% des actions

Mais, vu que toute vieille centrale nucléaire amortie représente une poule aux oeufs d'or pour ses propriétaires, rien d'étonnant qu'ils nient les dangers et qu'ils veulent en poursuivre l'exploitation aussi longtemps que possible.

Il faut donc rappeler aux autorités leurs responsabilités. Contribuez à le faire !

Participez à la marche pacifique sur Mühleberg dimanche 11 mars depuis Gümmenen (6km), et invitez vos proches et connaissances. Des départs en trains à tarif réduit sont organisés au départ des principales gares de Suisse. Réservez vos billets au plus vite. Rens: voir p.4 et www.sortirdunucleaire.ch

CvS

Participez dimanche 11 mars à la marche «Sortons du nucléaire» !

Menaçant Mühleberg

Les tests de résistance effectués sur les centrales nucléaires suisses ont identifié 8 points restés en suspens, dont celui de la résistance sismique du barrage du Wohlensee en amont de Mühleberg. En avril 2011, l'IFSN avait demandé à la centrale nucléaire de Mühleberg de remettre d'ici fin 2011 les preuves de la résistance sismique des installations. Aucune preuve n'a encore été apportée. Le tremblement de terre n'est pas le seul risque: moyennant des d'explosifs cachés dans une voiture, un terroriste déterminé pourrait facilement ouvrir une brèche dans le barrage, les masses d'eau et de boue boucheraient alors les prises d'eau de la centrale nucléaire, laquelle subirait rapidement le destin de celles de Fukushima. Source: enerzine.com et mühleberg-illimite-non.ch

KF

Quitte ou double ?

Le très officiel Institut français de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire constate un doublement des cas de leucémie chez les enfants habitant à moins de 5km d'une des 19 centrales nucléaires françaises. Ceci confirme l'étude de 2008 menée par le Registre des Cancers de Mainz autour des centrales allemandes. Aussi, en aval des centrales on mesure une radioactivité de 50'000 bq/m3 due aux fuites de tritium alors que la présence naturelle n'est que de quelques unités. Si, par impossible, j'étais un travailleur du nucléaire, j'évitais de trop manifester pour défendre mon emploi et je chercherais plutôt une conversion dans les renouvelables pour préserver mes enfants.

SP

Impressum

Editeur : Association Sortir du nucléaire
Rédacteur en chef : Marc Oran
Imprimerie & Graphisme : Unipress SA
Fichier : Thierry Logoz
Expédition : CROEPI

Ont collaboré à ce numéro :
Luc Recordon; Kurt Fischer);
Eric Peytremann; Salvador Pitarch;
Philippe de Rougemont;
Christian van Singer

Tirage : 5'000 ex.
CCP 10-191179-8
www.sortirdunucleaire.ch
Contact info@sortirdunucleaire.ch
076 517 00 20 (heures de bureau)

Quel rôle pour les gros fournisseurs d'électricité ?

Les autorités fédérales ont engagé la Suisse sur la sortie du nucléaire. Mais comment dépasser cette étape et passer à l'acte ? Dans notre dernière édition (nov. 2011) nous avons traité de ce que les autorités fédérales pouvaient faire. Ici, nous nous pencherons sur la vocation des grands groupes énergétiques dans la sortie du nucléaire.

Axpo, Alpiq et FMB-BKW voient arriver la fin du modèle d'affaires qui a fait leur fortune. Pour l'instant ils exploitent des centrales nucléaires amorties, laissant à la collectivité et aux générations futures le soin de payer et d'endurer les coûts externes. Ces groupes n'ont sans doute pas accompli le deuil de cette rente facile, puisque leurs demandes d'autorisation pour construire 2 nouvelles méga centrales nucléaires (2x1600 MW) ont simplement été gelées. Ils savent qu'avec les renouvelables, ils ne pourront pas refaire le coup du report de pertes sur les générations futures. Aussi, elles se tiennent en embuscade pour financer un référendum

nucléaire, ils auront de la peine a changer de modèle.

- Le virage énergétique (vers le 100% renouvelable) ne sera rendu possible qu'avec une maîtrise de la consommation puis une diminution de celle-ci, menaçant le chiffre d'affaires des groupes.

Ce dernier point est crucial pour la sortie du nucléaire. Les investissements dans les économies d'énergie ne sont pas encore souhaitables selon le point de vue des énergéticiens - du moins dans le contexte réglementaire actuel. Pourtant on peine à croire que la Suisse parvienne un jour à opérer un basculement complet vers les



contre des lois qui concrétiseraient trop la sortie du nucléaire. Enfin, une hypothétique 4e génération de centrales nucléaires "plus propres que propre" comme dirait Coluche, anime encore le mythe d'un horizon nucléaire. A priori, ces groupes ne vont donc pas faciliter le passage à l'acte de la sortie du nucléaire. Voici pourquoi :

- Les centrales nucléaires sont amorties, leur exploitation représente une rente très profitable.
- La production des nouvelles énergies renouvelable (NER) est décentralisée, la menace pour les groupes est de perdre des parts du marché.
- Les dirigeants des principales entreprises électriques du pays sont encore en place. Recrutés lorsque l'avenir appartenait au

renouvelables sans au préalable parvenir à réduire la consommation d'électricité. Le défi est de taille, puisque l'on observe un report du mazout vers l'électricité (les voraces pompes à chaleur) et un report prévu du pétrole vers l'électricité avec le développement de l'électro mobilité. Les lobbyistes des groupes énergétiques regardent cette croissance avec bienveillance et ne se privent pas, en levant les paumes vers le ciel, de dire "vous voyez bien, sans nucléaire, point de salut !". Ce n'est donc pas sur ce terrain qu'il faudra compter sur leur action.

Bataille pour 12 milliards

Par contre il y a un domaine où l'intérêt des groupes est compatible avec la politique suisse de sortie du nucléaire: l'investissement dans des grosses unités de production de

NER, soit des champs d'éoliens offshore et de grands parcs de panneaux solaires, comme sur les toits de l'EPFL. Ces groupes ne comptent pas laisser le développement des NER se réaliser sans eux. Et ils ne manquent pas de moyens pour s'engager dans ce sens. Les trois grands étaient prêts à construire deux nouvelles centrales nucléaires pour 12 milliards de francs et à dépenser sans compter pour financer l'indispensable campagne de relations publiques nécessaire à cet investissement (publicités dans les médias et par affichage public, financement d'agence de relations publiques). Ce sont ces mêmes lignes de crédit qui devraient être utilisées maintenant pour les NER. Après tout ce sont les fournisseurs d'électricité qui ont financé la construction des barrages hydroélectriques et des centrales nucléaires. Un bémol toutefois, pour l'instant les dirigeants des groupes énergétiques ont privilégié les investissements à l'étranger dans les centrales à gaz, charbon et nucléaire. Pour ce qui est des investissements en Suisse, ils privilégient la construction de 5cinq centrales à gaz, qui rendraient les groupes incontournables puisqu'ils pourraient continuer à bénéficier d'une rente de monopole.

Le salut par le bas ?

Les services industriels (SI) de Genève et Zürich fournissent des services de réduction de consommation à leurs clients en plus d'investir dans les NER. A quoi est du cette longueur d'avance sur les grands électriciens ? Ils ne possèdent pas directement des centrales nucléaires et ils sont des services publics n'ayant pas pour but de dégager des bénéfices mais de fournir un service au meilleur coût. Un scénario possible est que les grands groupes vont voir leur chiffre d'affaires et leur importance relative diminuer à mesure qu'ils perdent leur monopole sur la fourniture de courant domestique et à mesure que les SI parviennent à aplatir puis a diminuer la consommation d'électricité. Si la décision de sortir du nucléaire est confirmée par des décisions politiques, l'avenir de ces grands se trouvera alors peut-être derrière eux, surtout si ce n'est pas la voie du gaz qui est choisie mais celle de la sobriété et des NER. La démission du directeur général d'Alpiq M. Giovanni Leonardi, peu après la décision politique de sortir du nucléaire peut être symptomatique d'un secteur qui ne sait pas comment maintenir ses marges de profit dans une Suisse post nucléaire.

Bras de fer

La décision politique de sortir du nucléaire

inaugure un bras de fer avec les groupes énergétiques. La Conseillère fédérale Doris Leuthard a déjà identifié les milliards dont disposent les groupes énergétiques comme pouvant financer le projets permettant le virage énergétique : NER, capacité de stockage, réseau électrique permettant de collecter la nouvelle production décentralisée. Pour canaliser utilement les ressources des grands groupes énergétiques, la Confédération, les cantons et les communes disposent de deux leviers indispensables. Premièrement, les représentants des communes et cantons sont majoritaires dans le capital des groupes. La sortie du nucléaire dépend de ces représentants pour qu'ils y déploient leur influence. Deuxièmement, avec 15 sièges supplémentaires gagnés



Jurassiens à la marche Sortons du nucléaire de 2011, Döttingen

en novembre par des antinucléaires aux chambres fédérales, il devient possible de modifier les conditions cadres autour des groupes énergétiques, les incitant à investir dans les NER et pourquoi pas à privilégier le développement des négawatts plutôt que des kilowatts. Cela a été fait avec succès par les régulateurs publics du marché de l'électricité au Vermont et en Californie. Dans plusieurs états d'Amérique du Nord, la consommation a diminué après que le régulateur ait appliqué une réglementation incitant les fournisseurs à aller chercher en premier lieu des économies d'énergie puis seulement après une fourniture de courant supplémentaire. Quand on veut on trouve les moyens, quand on ne veut pas on trouve des excuses.

PDR



L'avenir appartient aux économies d'énergies.

L'OFEN (Office fédéral de l'énergie) lance un concours pour récompenser les projets les plus avantageux permettant d'économiser des kWh électriques. 15 Mio fr seront répartis entre 80 projets. Le concours finance 40% de chaque projet, facilitant ainsi leur mise en oeuvre parce que leur rentabilité est accélérée. La contribution oscille entre 20'000 et 750'000 fr par projet. L'équivalent de la consommation d'électricité de 19'000 ménages moyens sera ainsi évitée, soit plus de 100 Mio kWh. www.prokilowatt.ch

KF

L'Afrique du Sud rattrape son retard

Malgré un ensoleillement exceptionnel, pour chauffer l'eau les Sud africains utilisent des fours à paraffine ou des boilers électriques, tous deux dangereux et chers. Le fournisseur d'électricité Eskom a lancé un programme pour soulager la demande de courant. Des panneaux solaires thermiques sont posés gratuitement dans les townships et des rabais d'installation sont accordés aux ménages de la classe moyenne. L'objectif d'Eskom est de placer 1 million de panneaux d'ici 2015.

PDR

ICEDA: suspension des travaux

A quelque 70 km à vol d'oiseau de Genève, EDF avait obtenu une autorisation pour construire une installation de conditionnement et d'entreposage provisoire de déchets issus de la déconstruction de réacteurs (ICEDA). Suite au recours d'une entreprise horticole voisine, le Tribunal Administratif de Lyon a récemment annulé le permis de construire. EDF a suspendu les travaux. Les objectifs et la conception technique avaient été présentés lors de l'enquête publique en 2006. En vertu de l'art. 160E de la constitution genevoise, les autorités de ce canton auraient dû intervenir.

EP